

# L'Humanité

**DIMANCHE**

L'HUMANITÉ DIMANCHE

N° 466 . 11 AU 17 JUIN 2015

« À Cuba, nous n'avons peur de rien ! »

**ENTRETIEN AVEC ULISES GUILARTE DE NACIMIENTO**

RESPONSABLE DU SYNDICAT CTC

EXCLUSIF PAGE 68

**À GUÉRET LE 13 JUIN  
MANIFESTATION NATIONALE**

**POUR SAUVER LES  
SERVICES PUBLICS**

REPORTAGE, ENQUÊTE PAGE 18 ET ÉDITORIAL PAGE 6

GUICHET FERME

France 3 euros. Guadeloupe, Martinique 4 euros.

N° 466 . 11 au 17 juin 2015

M 04837 - 466 - F: 3,00 €



# GUÉRET | 2005 2015

## DÉFENDRE À TOUT PRIX LES SERVICES PUBLICS

**C'est à Guéret, ce coin de bout de France, l'un des moins peuplés, des plus ruraux, des plus pauvres, qu'a commencé, il y a 10 ans, l'emblématique bataille pour les services publics dans la Creuse, mais aussi dans toute la France. C'est là que tout recommence, le 13 juin: le rassemblement inédit et offensif de 10 000 personnes pour « la reconquête du service public, notre bien commun ». En 10 ans, la Creuse porte les stigmates des fermetures d'usines et de services, et Guéret est passé zone prioritaire de la politique de la ville, mais la combativité des militants de cette terre de résistance n'est pas entamée. Reportage.**

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
À GUÉRET (CREUSE).

**D**e Paris, le train ne va pas à Guéret. Il faut prendre le car à La Souterraine, la ville la mieux lotie du département de la Creuse. Mais sa gare est menacée de fermeture, malgré la fréquentation en hausse de voyageurs, 160 000, contre 100 000 en 2005. C'est à Guéret, 13 500 habitants, préfecture de granit et de pierre de taille, au milieu d'étendues d'eaux et de forêts, que convergent, le 13 juin, élus, citoyens, militants politiques, syndicaux et associatifs. La plupart organisés dans la myriade de comités ou collectifs pour les services publics qui ont essaimé partout en France. Tout a commencé ce jour d'octobre 2004, lorsque 263 élus de la Creuse démissionnaient symboliquement pour protester contre la fermeture de cinq trésoreries. Quelques mois plus tard, le 5 mars 2005, malgré la neige et la pluie, 6 000 personnes étaient venues manifester dans la « capitale des services publics ». Ancien cadre des impôts, Alain Roudier, du PCF et de Convergence service public, raconte comment Michel Sapin, alors président de la région Centre, actuel ministre du Budget, s'était fait huer. Et surtout, ironie de l'histoire, il raconte

quand François Hollande, alors secrétaire national du PS, avait été accueilli à coups de boules de neige. La campagne du non au traité constitutionnel européen – dont le référendum venait d'être fixé pour le 29 mai – côtoyait la revendication pour la sauvegarde des services publics. À Paris, le 19 novembre 2005, ce sont les Creusois qui ouvraient la marche de la grande manif pour les services

publics. Ils avaient mis des mois à la préparer. Il y avait la LCR, le PCF, la CGT, la FSU et ATTAC, se souvient le militant du NPA, Christian N'Guyen, prof d'histoire-géo et cofondateur de Convergence, la coordination qui rassemble 80 organisations syndicales, associatives et politiques, « ce triptyque qu'on réussit à faire fonctionner depuis 10 ans ». Guéret, laboratoire de la désertification, est devenu « un laboratoire de ce qui peut se faire dans la gauche alternative ».

**« COMMENT UNE  
ENTREPRISE PEUT-ELLE  
VENIR S'INSTALLER ICI  
S'IL Y A NI GARE, NI  
HÔPITAL, NI ÉCOLE... ? »**

**V. LABROUSSE, CGT MÉTALLURGIE.**

**LE REFUS DES DÉSERTS**

En Creuse, l'employeur principal est le conseil général. À Guéret l'administration fournissait le gros des emplois, juste devant l'hôpital public. Car ici la campagne ne fait plus vivre. Environ 700 exploitations agricoles mettent chaque année la clé sous la porte, et la Ferme des 1 000 veaux annoncée sur le plateau des Millevache n'étant pas la bienvenue, de nombreuses banderoles seront déployées le 13 juin contre le projet. La bataille pour le service de radiothérapie a sans doute été la plus emblématique. Marie-Hélène Chauvat, secrétaire départementale du PCF 23 et prof de maths, était à la manif à Paris, le 13 octobre 2010, lorsque 56 000 cartes

Ils avaient réclamé un moratoire, initié des assises, des élus avaient rendu leur écharpe, mais rien n'y a fait... Novembre 2004, des centres de perception fermaient à nouveau dans la Creuse, jetant usagers, associations, syndicats, élus et partis (unis en collectif) dans les rues de la préfecture.



pétition avaient été déposées sous les fenêtres du bureau de Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé. « L'unique service qui a rouvert après une fermeture sans la nécessité d'une décision de justice. » Cette victoire, ils en sont fiers, mais l'appréhension est grande de voir s'étendre le « désert médical ». Désert scolaire bientôt? Les Creusois avaient déjà dû encaisser les fermetures de classes: « Tu fermes une école, c'est le début de la fin, ensuite c'est La Poste, puis la gare », explique Isabelle Mazeirat, prof de sport au collègue Raymond-Loewy et adjointe à La Souterraine. Pour 2015, on annonce la fermeture de 7 classes et la suppression de 9 postes. « Pendant ce temps, regrette l'enseignante, 3 millions d'euros sont mobilisés pour les rythmes scolaires, une réforme qui, chez nous, creuse les inégalités. » Syndicats et parents d'élèves sont décidés à ne pas se laisser faire. Vincent Labrousse, de la CGT métallurgie, est employé à GMS Industrie, ex-Altia où 284 emplois ont

pu être sauvés à l'issue d'un rude conflit. Il ne voit pas « comment les entreprises peuvent se maintenir sans services publics. Une entreprise vient s'installer s'il y a une gare, un hôpital, une école... ». L'inverse est vrai aussi.

### DE GUÉRET À MANTES-LA-JOLIE

À la lisière des champs, dans le nord guéretois, ont poussé des HLM qui accueillent surtout les exilés ruraux. Armelle Gala-Rousseau, militante communiste et bénévole au SPF, y habite. Sur son palier, confie cette ATSEM des écoles, il n'y a que des familles monoparentales. La Creuse en a 20 % (13 % au niveau national). Elles sont les plus pauvres avec les jeunes en ville et les retraités à la campagne. Christian N'Guyen, qui s'occupe aussi de la mission contre le décrochage scolaire, retrouve « la même problématique qu'à Mantes-la-Jolie (où il vivait avant - NDLR), sauf qu'ici c'est vert ». Comment attirer les entreprises? Comment retenir ou faire

revenir les jeunes? Au pays des gîtes ruraux, des colos, des randos et des produits bio, on veut faire du tourisme vert le nouvel eldorado. Difficile, quand pour aller à Clermont il faut passer par Paris!

Aujourd'hui en Creuse, le rail est la mère des batailles. Des banderoles sont dressées au fronton de toutes les communes, sans exception, pour le maintien de la ligne POLT - Paris-Orléans-Limoges-Toulouse - et de ses dessertes creusaises, menacées par le rapport Duron sur les trains Intercités. « Il y avait 11 gares de fret, il n'y en a plus qu'une ; 12 gares de voyageurs, plus que 3. Plus de trains de nuit ni de marchandises. Pourtant le potentiel existe. Alors qu'on parle de la COP21, s'insurge Philippe Richert, responsable des cheminots retraités CGT, on met des cars Macron sur les routes! » À la manif du 13 juin, Convergence nationale Urgence POLT montera spécialement une portion de voie ferrée. ★

LATIFA MADANI

latifa.madani@humadimanche.fr

### DEMANDEZ LE PROGRAMME DE GUÉRET

Le rassemblement de Guéret « Convergences pour notre service public, notre bien commun » se déroule du 13 juin, 10 heures, au dimanche 14 juin, 14 heures, au village des services publics et à l'hôtel de ville de Guéret. La grande manifestation aura lieu samedi à 15 heures dans les rues de la ville. Au menu le TAFTA, la réforme territoriale, l'eau, la santé, le rail, et aussi le grand débat de samedi (13h30), « Le service public, fondateur d'une nouvelle Europe », avec notamment des représentants de Grèce et d'Espagne. En clôture, dimanche, seront lancées les assises du service public du XXI<sup>e</sup> siècle. Les infos sur [www.convergence-sp.org](http://www.convergence-sp.org)

# LE SOUS-DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE, C'EST NON!

La Creuse n'a rien d'une exception. Partout en France, dans les villes et les campagnes, l'entreprise de démolition du service public est à l'œuvre et engraisse le privé. Toujours au détriment des citoyens, de l'égalité et de la collectivité. Exemples dans le Lot, à Marseille et en Seine-Saint-Denis.



Cahors, la privatisation entre en gare... et menace les dessertes et les emplois de la région. Les services publics, le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

PHOTO: P. LA MONTAGNE/BRUNO BARLIER

place des bus pour se substituer aux trains: « Ce n'est pas écologique, et c'est bien moins efficace en termes de sécurité et de conditions de voyage », ajoute-t-elle. Au vu des conclusions du rapport, le collectif Gare vivante a décidé de lancer la mobilisation pour sauver la gare de Cahors.

## CPAM 93 L'égalité d'accès aux droits sociaux compromise

Sur les 33 points d'accueil que compte la CPAM 93 – caisse primaire d'assurance maladie de Seine-Saint-Denis –, 18 sont condamnés à disparaître. « C'est une entrave aux droits à l'accès au service public. Si les points sont plus éloignés et s'il y a plus de monde, cela découragera certains potentiels bénéficiaires qui n'iront pas déposer leur dossier », explique Kamel Brahmi, chargé de communication à l'UD CGT 93. « Ce sont toujours les plus fragiles et les plus précaires qui trinquent, ceux qui ont le moins de moyens pour faire respecter leurs droits. » Tout en supprimant 150 à 200 emplois, la direction de la CPAM justifie ces fermetures en expliquant que les 15 points d'accueil seront plus efficaces, car hypothétiquement mieux organisés, que les 33 actuels. Cette décision est largement contestée ; pour preuve, tous les syndicats de la Seine-Saint-Denis se sont alliés contre elle. Des élus se mobilisent également : « Cette nouvelle carte des points d'accueil de la CPAM n'est pas acceptable, elle ne répond plus aux besoins du terri-

## LES GARES DU LOT

Privatiser le train pour isoler une région

« C'est un abandon des services publics. Je ne sais même pas si on peut encore parler de services publics puisque le principe républicain d'égalité des chances est complètement bafoué », s'indigne Isabelle Eymes, membre du collectif Gare vivante. Ce collectif se mobilise pour la sauvegarde de la gare de Cahors, préfecture du Lot. La station est appelée à disparaître: trop petite, pas assez rentable, la SNCF cherche à réduire ses coûts en supprimant les petites

dessertes. Un coup dur pour les Cadurciens: « C'est certain que cela ne va pas aider les territoires ruraux et semi-ruraux à aller dans le sens d'un développement économique et industriel. »

Le 25 mai dernier, le rapport Duron, du nom de son rapporteur député PS du Calvados, Philippe Duron, président de la commission Avenir des trains d'équilibre du territoire, a livré ses conclusions. Pour la ligne POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse), sur laquelle se situe Cahors, le rapport préconise une privatisation. « Le risque serait que les petites gares ne soient pas reprises par le privé, faute de rentabilité », déplore Isabelle Eymes. Le document recommande également de mettre en

« L'INDIGNATION MONTE. L'AUTRE JOUR, UN HABITANT M'A DIT QU'IL NE RESTAIT PLUS QU'À FERMER LA VILLE... »

K. BRAHMI, UD CGT 93

toire », fustige Stéphane Troussel, président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis. Parmi la population, même son de cloche. « Les gens s'indignent. L'autre jour, quelqu'un m'a même dit qu'il ne restait plus qu'à fermer la ville, rapporte Kamel Brahmi. Il y a beaucoup d'incompréhension au sein de la population. » Une pétition circule actuellement pour préserver les accueils CPAM de la Seine-Saint-Denis.

## QUARTIERS NORD DE MARSEILLE

### Le révélateur d'une fracture sociale

À Marseille, les quartiers nord constituent une véritable zone enclavée, loin de tout, repliée sur elle-même. Faute d'accès aux transports, les habitants doivent recourir à leur véhicule personnel pour se déplacer, ce qui, pourtant, ne pousse pas les pouvoirs publics à agir dans le sens d'un désenclavement de ces quartiers. « Or, c'est

un investissement d'avenir. Parce qu'en attendant, quel est le coût, en termes d'écologie et de santé, de la situation actuelle ? On nous demande de patienter avec les BHNS – bus à haut niveau de sécurité –, dont la mise en place a coûté 70 millions d'euros. Sauf qu'ils ne vont pas dans certains quartiers nord », explique Jean-Marc Coppola, vice-président communiste du conseil régional PACA et conseiller municipal, élu Front de gauche du 8<sup>e</sup> secteur. À Marseille, les investissements semblent s'arrêter aux portes des quartiers nord. En 2013, le gouvernement avait débloqué 3 milliards d'euros. 2,5 milliards ont été affectés à la gare de Saint-Charles, pourtant déjà rénovée. « Ce qui manque, c'est de la cohérence », déplore Jean-Marc Coppola. Forts d'une pétition signée par des milliers de personnes, les élus communistes souhaitent le prolongement du métro jusqu'à l'Estaque, l'un des quartiers nord. Comme le souligne Samia Ghali, maire du 8<sup>e</sup> secteur de Marseille et sénatrice PS des Bouches-du-Rhône, « cela fait 40 ans qu'on attend ça ». ★

SALOMÉ BERTRAND ET MARIE ROY

**Passé 21 heures, pas de bus dans la 2<sup>e</sup> ville de France! Aucune ligne de métro ne dessert les quartiers nord où les habitants vivent isolés, enclavés.**



ROMAIN BEURRIÈRE

# CASSE DU SERVICE PUBLIC: MODE D'EMPLOI

**Les dénigrer, les sous-doter, les évaluer avec les outils du privé... voilà quelques pistes pour se débarrasser des services publics. Quant au bien commun...**

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. Pour le service public, c'est la même chose. La première leçon pour casser, réduire ou vendre un service public est de constater son inefficacité. Mais attention, pas selon les critères du service public (réponses aux besoins, égalité sur le territoire...).

Un seul est pris en compte, l'alpha et l'oméga du critère: la rentabilité. L'argument est systématique: les hôpitaux? Pas rentables! La Poste? Pas rentable! La SNCF? Un gouffre! Ainsi, pour cette dernière, l'État décide régulièrement d'investissements que l'entreprise publique doit payer en empruntant sur les marchés, et donc s'endetter. L'argument est tout trouvé pour la découper en morceaux.

L'investissement public tombe de 1 000 km à 300 km de voies entretenues par an et cela justifier la fermeture de lignes devenues dangereuses. L'argument est le même pour les maternités rurales, pour lesquelles l'État n'assure pas le personnel suffisant. Dans les hôpitaux, c'est l'étouffement par strangulation. On y a distillé les logiques d'entreprise et baissé les dotations.

Les dysfonctionnements et la vétusté permettent de justifier la construction de nouveaux hôpitaux plus éloignés des populations et avec moins de lits que les entités qu'ils regroupent. Plus pernicieux encore dans les caisses d'allocations familiales ou les CPAM. Le sous-effectif chronique entraînant des

conditions de travail dégradées, les personnels eux-mêmes en viennent à préférer les regroupements de guichets, espérant pouvoir à nouveau travailler correctement. Tous ces coups portés aux services publics instillent l'idée que la privatisation est la meilleure solution. La boucle est bouclée. Les investisseurs se frottent les mains et les citoyens perdent des biens communs si utiles pour répondre à leurs besoins quotidiens. ★

C. C.

## REPÈRES

### 8034

Les communes à plus de 5 kilomètres d'un point de contact postal.

### 60 %

La chute du nombre de maternités de proximité depuis 1975, passées de 1 369 à 554 en 2008 selon un rapport de l'IGAS en 2012.

### 28 %

Le financement public par les contribuables pour les trains d'équilibre du Lot (dont la POLT fait partie) a augmenté de 28 % entre 2012 et 2014. François Hollande a promis en janvier dernier 500 millions d'euros pour la rénovation de la ligne POLT.

### 18

CPAM 93: sur les 33 points d'accueil existants, 18 sont appelés à fermer en Seine-Saint-Denis.

# QUAND LES COMMUNES DEViennent SOUS-TRAITANTES DES SERVICES

Écoles, médecins, bureaux de poste, CAF, Pôle emploi... la désertification frappe nombre de petites communes. Dans le contexte d'austérité et de rentabilisation des services, elles n'ont plus le choix : se passer des services publics, ou les prendre en charge elles-mêmes. Si cette prise en main permet le maintien d'un service essentiel, le montage s'avère aléatoire, et peut coûter cher quand l'austérité se traduit par des saignées budgétaires aux collectivités locales. La double peine, en quelque sorte.

## LA POSTE

Les communes gèrent elles-mêmes les bureaux de poste

Les bureaux de poste ferment dans des dizaines de communes, et sont remplacés dans certaines par des agences postales communales (APC). Une façon pour La Poste de sous-traiter ses activités aux communes. Pour les habitants, cela peut être synonyme du maintien d'un service public essentiel au quotidien. Mais il s'agit d'un pis-aller qui n'est pas dénué d'effets pervers. Dans certaines communes, la transformation d'un bureau de poste en APC ne va pas sans heurt. Au point que le maire d'une petite commune de Haute-Vienne préfère nous conter anonymement cette opération concrétisée en février dernier. « Le dossier est clos, et je ne veux pas rouvrir la polémique », nous dit-il. Il justifie son choix par le fait que La Poste avait réduit de moitié les horaires d'ouverture du bureau entre 2004 et 2014. « Nous sommes propriétaires des murs de ce bureau. Nous avons donc réalisé des travaux d'accessibilité, et signé une convention avec La Poste. En retour, elle finance l'emploi communal que nous avons réaffecté à l'agence postale à hauteur de 1 200 euros par mois, soit un salaire et les charges pour 18 heures par semaine. » Au lieu de 13 h 30 auparavant, l'APC

MARTA NASCIMENTO/REA

Bureau de poste sur la sellette à La Courtine, un village creusois.



ouvre désormais 18 heures par semaine, dont le mercredi jusqu'à 19 heures. « Au final le service rendu est meilleur », défend le maire face aux opposants à cette APC qui ont milité pour que La Poste maintienne son service public sur la commune. Aujourd'hui, la mairie envisage d'étudier l'installation de guichets en visioconférence pour d'autres services publics loin de la commune : la CAF, la CPAM et Pôle emploi notamment. Une sous-traitance supportable en période de baisse des dotations aux communes ? La commune devra renégocier sa convention dans 9 ans...

## LA SANTÉ

46 000 euros pour un médecin resté... 6 mois!

208 200 en 2007, sans doute moins de 188 000 en 2019. Le nombre de médecins baisse de 10 % chaque année. Impossible parfois, dans les zones rurales ou les quartiers difficiles, de remplacer le dernier généraliste parti à la retraite. Entre le recul du service public hospitalier sur tout le territoire et l'absence absolue de contraintes à l'installation des libéraux, les

déserts médicaux s'étendent. En 2011, La Ferté-Bernard (Sarthe) fut la première à s'inspirer du modèle des centres municipaux de santé pour pallier la pénurie de candidats. Objectif : attirer la nouvelle génération avec un poste salarié aux 35 heures. Le succès, immédiat, a depuis inspiré plusieurs autres municipalités. Mais, plus souvent, les recrutements relèvent du « système D ». À Champlan (Essonne), 2 500 habitants, aucune des démarches menées auprès des facultés de médecine ou de l'agence régionale de santé (ARS) n'ayant abouti, la mairie a fini par utiliser les petites annonces. L'installation

# ENNENT ICES PUBLICS

d'un médecin roumain est en cours. Même cette démarche ne suffit souvent plus. En juillet, le conseil municipal de Saint-Guinoux (Ille-et-Vilaine) devrait voter le recours à un cabinet de recrutement : pour 13 140 euros, il s'engage à dégager un médecin issu de l'UE. Un nid à arnaques, si l'on en croit l'expérience de Laignes. Cette commune de Côte-d'Or a dû déboursier 46 000 euros pour l'installation d'un couple de médecins roumains restés... 6 mois, faute de patients. « Contrairement aux engagements » de l'agence, le couple « parlait à peine français. Du coup, personne n'allait les voir ». Eux aussi avaient pourtant engagé des frais pour leur installation. Même si les témoignages d'échecs se multiplient, le recours à ces chasseurs de têtes est devenu pratique courante.

## L'ÉCOLE

**Le financement participatif, nouvel avenir des communes?**

Détrier, petit village de Savoie, avait ouvert le bal en mai 2011. Pour ne pas perdre son école, une classe unique de 10 élèves, le conseil municipal avait voté une subvention pour payer un instituteur, ou comment conserver une école publique en recrutant un enseignant sous contrat de droit privé. Dans la foulée, Puy-Saint-Vincent a également défrayé la chronique. Dans cette station de ski des Hautes-Alpes, 300 habitants permanents, la fermeture de la maternelle obligeait les enfants à aller 8 km plus loin. « Avec un dénivelé de 800 m, en plein hiver, il n'était pas acceptable » de faire courir de tels risques

d'accidents aux enfants, relate le maire d'alors, Marcel Chaud (SE). Sa solution ? Créer une « association financée par la commune pour prendre en charge le salaire d'un enseignant ». Le bricolage a duré 2 ans et a coûté « entre 30 000 et 40 000 euros » par an. Assez pour augmenter les effectifs d'élèves, et assurer le retour d'un enseignant « éducation nationale ». À Yèbles, en Seine-et-Marne, un autre pas a été franchi pour agrandir et rénover l'école communale. Faute de budgets municipaux suffisants et de subventions, la maire, Marieme Tamata-Varin, a fait appel au... financement participatif. En mars 2015, 44 050 euros de dons ont été récoltés. Un succès qui a valu à l'élue de nombreux appels d'autres communes, désireuses de suivre le modèle. À son grand dam. Car cette fausse innovation « nous fait régresser en tant que service public », a-t-elle amèrement regretté dans la presse. ★

ANNE-LAURE DE LAVAL  
ET DIEGO CHAUVET

aldelaval@humadimanche.fr ;  
dchauvet@humadimanche.fr

**POUR GARDER L'ÉCOLE,  
UNE MUNICIPALITÉ DE  
SAVOIE PAYE UN PROF,  
RECRUTÉ EN CONTRAT  
DE DROIT PRIVÉ.  
À CONTRECŒUR...**

**MICHEL JALLAMION**, PRÉSIDENT DE LA CONVERGENCE NATIONALE DES COLLECTIFS DE DÉFENSE ET DE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS.



**« La loi Macron, c'est la fin de la vocation universelle des services publics »**

**Avant la mobilisation du 13 juin, il revient pour l'« HD » sur 10 ans de lutte et sur l'avenir des services publics.**

**HD. Pourquoi avoir décidé de manifester 10 ans après la manifestation de Guéret?**

**MICHEL JALLAMION.** Depuis 10 ans, les choses ont évolué. Dans les années 2000 le grand problème était les fermetures, aujourd'hui c'est que les services publics ne mènent plus leurs missions de service public : La Poste, par exemple, cherche la rentabilité et voit ses missions de service public comme une charge. On assiste aujourd'hui à une prise de conscience que les politiques d'austérité mènent à une baisse continue du service public. On le voit en ce moment avec la loi Macron qui organise des services à deux vitesses avec, pour les transports, les TGV pour les riches et les cars pour les pauvres, on perd la vocation universelle des services publics. Revenir à Guéret est symbolique pour faire converger les luttes pour le développement du service public plus utile que jamais.

**HD. Quel bilan tirez-vous de ces 10 ans de luttes?**

**M. J.** Concrètement, il y a des endroits où nous avons pu empêcher des fermetures de maternités ou de bureaux de poste. Nous sommes également en phase de remunicipalisation de l'eau, ce qui est très positif, mais qui ne règle pas tous les problèmes d'inégalités et pose désormais la question d'un service public national. En 10 ans, les convergences ont fortement gran-

di entre luttes pour l'eau, les transports, la santé, etc. Car elles ont toutes un intérêt commun. C'est également le cas entre associations, syndicats et partis politiques qui luttent ensemble aujourd'hui, ce qui était inimaginable il y a 10 ans. Nous avons contribué à faire prendre conscience de la désertification rurale due à la concentration de moyens dans les métropoles. Grâce à ce travail, de nombreux maires ruraux seront à Guéret ce week-end.

**HD. La lutte pour le service public n'est-elle pas un combat d'arrière-garde, à l'heure de la mondialisation?**

**M. J.** Ce n'est pas le sentiment du peuple. Il y a un attachement réel des citoyens aux services publics. Ils sont un outil essentiel pour garantir l'égalité d'accès à un certain nombre de services essentiels et pour répondre aux besoins quand la mondialisation libérale met les salariés et les territoires en concurrence et tire tous les acquis vers le bas. Il est urgent de réorienter les richesses vers la satisfaction des besoins et non vers la Bourse. Des services publics d'un type nouveau, intégrant les nouveaux besoins, avec la participation des salariés, des usagers, est le meilleur outil pour répondre aux enjeux sociaux et environnementaux. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
CÉDRIC CLÉRIN  
cclerin@humadimanche.fr